

LOBE LOBAS Madeleine

MCF HDR Droit privé & sciences criminelles (Section 01 CNU)

Madelene.lobe-lobas@uha.fr



Thèmes de recherche

Droit pénal et procédure pénale

Expertise

Droit de l'environnement

RSE

Production scientifique

Ouvrages individuels

Droit pénal en schémas, 3è éd. Ellipses, 2016

Droit pénal des affaires en schémas, (à paraître) Ellipses

Ouvrages collectifs

- Formulaire d'actes de procédure, B. Rolland, M. Lobe Lobas, C. Gilet, Studyrama, 3è éd. 2016
 - ✓ *Acte de procédure pénale*, p. 119-348
- Mélanges en l'honneur de Claire Neirinck, éd. LGDJ, 2015
 - ✓ *La répression de la gestation pour autrui dans l'état de l'intérêt de l'enfant*, p. 582
- Dictionnaire de la politique et de l'administration, PUF 2011,
 - ✓ Entrées : *justice pénale, politique pénale, politique pénitentiaire*
- L'histoire du droit des enfants, une construction récente perfectible, dir. E. François, Prat 2007
 - ✓ *L'enfant face au droit pénal : un statut ambivalent*, p. 382
- Risque, Accidents et Catastrophes - *Liber amicorum* en l'honneur de Madame le Professeur Marie-France Steinlé-Feuerbach, éd. L'Harmattan, 2015.
 - ✓ *L'imputation de la faute délibérée à la personne morale*, p. 317
- L'expert dans tous ses états, dir. K. Favro, M. Lobé Lobas, J.-P. Markus, Dalloz, 2016
 - ✓ *Le statut des experts non-inscrits*, p.79-86
 - ✓ *Normalisation et certification de l'expertise*, p. 103-106
 - ✓ *La remise en cause de l'avis de l'expert*, p. 282-290
 - ✓ *La particularité des rapports entre l'expert et le juge pénal*, p.331-340
 - ✓ *L'expert et les parties*, p. 348-353
 - ✓ *La communication de documents dans le cadre d'une expertise judiciaire*, p. 359-363
 - ✓ *Sanctions pénales*, p.447-458
 - ✓ *Responsabilité pénale des experts conseillers à l'égard des tiers*, p. 466
- Expertise : Enjeux et pratiques, dir. Karine Favro, éd. Lavoisier 2009, coll. SRD,
 - ✓ *La responsabilité civile de l'expert*, p. 149-162

Publications dans des revues à comité de lecture

Articles

- La conventionalité des mesures de lutte contre le terrorisme, *RISEO* n° spécial Lutte contre le terrorisme 2015-2
- L'imputation de la faute délibérée à la personne morale, *RISEO* 2015-1 (fév. 2015).

- Experts non judiciaires – Les critères qui président à l’identification de l’expert non judiciaire, *D. envir.*, n° spécial, nov. 2014, p 29
- Le risque pénal lié à la gestion de la commune au Cameroun. Etude de droit comparé, *Revue de l’ERSUMA*, n° 6 - Janvier 2016
- L’engagement volontaire RSE au service de la preuve pénale, *Rev. envir. dev. dur.*, 2014, n° 3 p. 19
- Le suicide du salarié en quête de qualification pénale, *RISEO* n° spécial sur les risques psychosociaux n° 1, 2012
- L’existence d’un lien familial entre l’auteur et la victime d’une infraction, *RRJ* 2009-3, p. 1301
- Les dispositions relatives à la prévention de la délinquance des mineurs de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007, *RJPF* 2007, n° -, p. 8 ;
- La loi du 5 mars 2007 tendant à renforcer l’équilibre de la procédure pénale, *LPA* 2007, n° 87-88 ;
- L’exécution des sanctions pénales au sein de l’Union européenne, *Proc.* 2008, Etude 2.

Notes & observations dans des revues à comité de lecture

- Affaire AZF : une catastrophe hors norme soumis aux normes processuelles et pénales, B. Rolland et M. Lobe Lobas, ss *Crim.* 15 janv. 2015, pourvoi n° 12-87059, *JCP E*, n° 1098
- Interprétation stricte du délit de délaissement d’une personne hors d’état de se protéger, note ss. *Crim.* 9 oct. 2012, pourvoi n° 12-80412, *RJPF* n°1, 2013
- La déclaration de soupçons, une atteinte non disproportionnée au secret professionnel des avocats, note ss. *CEDH*, 6 déc. 2012, *RJPF* n° 1, 2013
- La Cour européenne des droits de l’homme et la protection des victimes de violences conjugales en Irlande du Nord, note ss, *Cour EDH*, 23 oct. 2012, n° 10601/09, *RJPF* 2012,
- Majeur protégé : avis de poursuites au curateur, note ss. *Cass. crim.*, 3 mai 2012, n° 11-88.725, *RJPF* 2012, n° 11, p. 50
- « Caractéristiques du délit de non-représentation d’enfant », note ss. *Cass. Crim.*, 3 octobre 2012, pourvoi n° 11-87051, *RJPF* 2012, n° 11, p. 51
- Violences post-conjugales : application de la circonstance de violences commises par un « ex », *RJPF* 2009, n° 9, p. 30
- Définition de l’élément matériel du délit de risque causé à autrui en matière d’installations classées ss. *Crim.* 30 oct. 2007, *Dr. Envir.* 2008, n° 157, p. 18
- La répression des atteintes à la conservation et au milieu particulier des espèces non domestiques protégées, ss *CA Orléans*, 30 Mars 2004, *Dr. envir.*, n° 129, p. 120

! Collaborations à la chronique « actualité juridique » du Journal des accidents collectifs et des catastrophes (<http://www.jac.cerdacc.uha.fr/jac/> <http://www.jac-cerdacc.fr>)

- Mise en danger d’autrui en cas d’inhalation d’un produit dangereux par un salarié, *JAC* n° 150, janv. 2015, ss *Cass. crim.*, 7 janvier 2015, pourvoi n° 12-86.653
- Affaire Médiateur, mise en examen pour prise illégale d’intérêt d’un ancien agent public, *JAC* n° 150, janv. 2015, ss *Crim.* 16 déc. 2014, n° 14-82815 et n° 14-82939)
- AZF, double cassation sur le fond et sur la forme, B. Rolland et M. Lobe Lobas, *JAC* n° 150, janv. 2015 ss. *C. cass., crim.*, 13 janv. 2015, pourvoi n° 12-87.059
- Subdélégation des pouvoirs et responsabilité pénale de la personne morale, ss *Cass. crim.*, 25 mars 2014, n° 13-80376, *JAC* n° 143, av. 2014
- Définition d’une faute civile en l’absence de faute pénale qualifiée, *JAC* n° 141, févr. 2014
- Accident de car à Quimper : condamnation du chauffeur de l’autocar, ss *TGI de Quimper* du 17 octobre 2013, *JAC* n° 140, janv. 2014

- Refus de transmission d'une QPC relative à la définition de la faute caractérisée, ss, C. cass., QPC 24 septembre 2013, pourvoi n°12-87-059, JAC n° 137, Oct. 2013
- Accident de manège à la « Fête des Loges » : condamnation du fabricant, du sous-traitant et du forain, ss T. cor. Versailles, 13 mars 2013, JAC n° 136, juil. 2013
- CIVI : irrecevabilité de l'action indemnitaire d'un militaire blessé en service, Civ., 28 mars 2013, pourvoi n° 11-18025, JAC n° 135, juin 2013
- La réforme de la répression en matière maritime, JAC n° 130, Janv. 2013
- Faute pénale et faute civile, ss Cour d'appel de Bastia du 11 juillet 2012 et de la 2ème Chambre civile de la Cour de cassation du 16 février 2012, pourvoi n° 11-12413, JAC n° 130, déc. 2012
- Affaire Karachi : conditions d'admission de la constitution de partie civile en cas d'atteinte volontaire à la vie d'une personne, ss Crim., 4 avril 2012, pourvoi n° 11-81124, JAC 124, Mai 2012
- De la publicité illicite en faveur du tabac, CA Colmar, 5 oct. 2011, JAC n° 124, mai 2012
- Incendie de l'immeuble du Bld Auriol : condamnation d'une association et d'une société de construction, ss TGI Paris, 9 janv. 2012, JAC n° 124, mai 2012
- Abrogation de l'inceste pour une question de ... « famille », JAC n° 118, nov. 2011
- Indemnisation à raison d'une détention provisoire injustifiée, ss CA Metz, 18 juin 2010, JAC n° 108, nov. 2010
- Pollueur-payeur : présomption de responsabilité, ss CJUE, 9 mars 2010, Affaire C-378/08 Raffinerie Mediterranee SpA (ERG), Polimeri Europa SpA, Syndial SpA c/ Ministero dello Sviluppo Economico e.a., JAC n° 105, juin 2010
- Affaire Cadarache : de l'autorité de la chose jugée d'une ordonnance de non-lieu définitive, CA Aix-en-Provence, 2 nov. 2009, JAC n° 103, avr. 2010
- Accident mortel consécutif à une fête de fin d'année scolaire : faute caractérisée d'un enseignant, ss Crim., 12 janvier 2010, n° 09-81.799 JAC n° 102, mars 2010
- La rétention de sûreté, peine ou mesure de sûreté, JAC n° 100, Janv. 2010
- Mise en danger en cas de non-respect des conditions d'envoi des produits sanguins contaminés, TGI Créteil, 4 juin 2009, n° 882, JAC n° 97, oct. 2009
- Condamnation du gérant du débit de boissons pour homicide involontaire aggravé, TGI Valenciennes 19 févr. 2009, JAC n° 97, oct. 2009
- Accident de chasse et mise en danger d'autrui, TGI Guingamp, 23 mars 2009, JAC n° 96, juil. 2009
- Affaire Stocamine, aggravation des peines en appel, CA Colmar, 15 avr. 1999, JAC n° 96, juil. 2009
- Mise en danger d'autrui : un infirmier libéral interdit d'exercer, ss CA Amiens, 7 janv. 2009, JAC n° 96, juil. 2009
- Indemnisation de la partie civile : exigence d'un préjudice causé par l'infraction, Crim., 10 mars 2009, pourvoi 08-84891, JAC n° 94, mai 2009
- La directive européenne 2008/99/CE relative à la protection de l'environnement en droit pénal, JAC n° 89, Déc. 2008
- La prévention des incendies d'immeuble d'habitation, JAC n° 89, déc. 2008
- Harcèlement moral : condamnation d'un directeur et d'un chef de rayon, JAC n° 86, juil. 2008
- Condamnation de skieurs imprudents pour risques causés à autrui et homicide involontaire, TGI Strasbourg, 7 janv. 2008 et TGI Bonneville 8 nov. 2007, JAC n° 83, avr. 2008
- Les nouvelles mesures de sûreté, JAC n° 82, mars 2008
- Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs, JAC n° 76, juil. 2007
- L'enfant né doit-il être présumé né vivant ?, TGI Montargis, 27 juil. 2006, n° 01001/56, JAC n° 71, févr. 2007
- Administration de substances nuisibles, ss. CA Landes, 9 mars 2006, JAC n° 66
- Le délit d'organisation frauduleuse n'est pas constitué en l'absence de condamnation patrimoniale préalable, ss Crim., 25 avril 2006 n° 05-80.931, JAC n° 66, juil. 2006

- Les nouveaux axes de prévention de la délinquance (comm. Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance, juin 2006), JAC n° 66, juil. 2006
- La répression des violences routières, JAC n° 65, juin 2006
- Des difficultés de mise en œuvre de l'action en diffamation, TGI de Paris du 2 et 27 juin 2005 et de Beauvais du 18 janvier 2006, JAC n° 62, mars 2006
- Condamnation d'un pompier : cupidité et vengeance ne peuvent justifier la destruction des biens par incendie, CA Montpellier, 4 févr. 2004, arrêt n° 0233, JAC n° 51, févr. 2005
- Omission de porter secours : appréciation de l'élément intentionnel, CA Lyon du 28 juin 2000, JAC n° 9 déc. 2000

Autres publications

- Les mesures de lutte contre l'exclusion sociale, *Le furet* n° 59, 2009 « Rêvons une enfance sans pauvreté »
- L'exécution de la rétention de sûreté, *Les Affiches- Le Moniteur* 2009, n° 19.
- De la déclaration d'irresponsabilité pour cause de trouble mental, *Les Affiches- Le Moniteur* 2008, n° 73.
- De la rétention de sûreté, *Les affiches-Le Moniteur d'Alsace* 2008, n° 50.
- Les conditions de détention inadaptées à l'état de santé du malade constituent un traitement dégradant, note ss. Cour EDH, 24 oct. 2006, Vincent c/ France, req. n° 6253/03, *Les Affiches – Le Moniteur d'Alsace* 2007, n° 25.
- Chronique de jurisprudence, *Les Affiches le Moniteur d'Alsace*, 2006 n° 75: Crim. 17 janv. 2006 (la nature de l'ordonnance du juge d'instruction prise le fondement de l'art. 175 CPP); Crim. 15 nov. 2005, pourvoi n° 04-85441 (l'étendue de la mission de l'expert judiciaire) ; Cour EDH, 18 avril 2006, req. n° 44362 (peines privatives de liberté et droit de se marier du détenu) ; CA Aix-en-Provence, 7 déc. 2005, n° 2005/687 (responsabilité des personnes morales) ; Crim. 29 mai 2006, pourvoi n° 05-84446 (les conditions d'indemnisation des parties après un acquittement de l'accusé); C. ass. Landes, 9 mars 2006 (administration des substances nuisibles).
- Application de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, *Les Affiches – Le Moniteur* 2006, n° 67/68.
- La loi du 23 janvier 2006 et les nouvelles mesures de lutte contre le terrorisme, *Les Affiches – Le Moniteur* 2006, n° 39.

Communications scientifiques

- Mon corps m'appartient ! Le corps des femmes au cœur des violences conjugales et la protection organisée par le droit, Approches pénales, Séminaire *Corps de femmes et violences conjugales*, MISHA, Strasbourg 28 novembre 2016
- Présidence Table ronde : L'entreprise et la société civile (riverains, associations, ONG), Co-organisation Séminaire : *RSE et négociations avec les parties prenantes* , CERDACC, FONCSI, IDE, Mulhouse, les 7 et 8 janvier 2016
- Expert ou conseiller ? Les critères qui président à l'identification de l'expert non judiciaire, Co-organisation et communication au Colloque *L'expert au banc des accusés*, Mulhouse 2014
- « La prison sans les murs », Conférence Les Rendez-vous du Klapperstein, Mulhouse déc. 2014
- RSE et Riverains, portée pénale de la RSE , Séminaire *Entreprises à risques technologiques*, FonCSI, CERDACC, IDE, Lyon, juillet 2014 :
- La responsabilité civile des experts judiciaires, Colloque *Regards croisés sur l'expertise*, CERDACC, Mulhouse, nov. 2007
- Le statut des agents de sécurité privée : quels pouvoirs pour les agents de sécurité privée, Février 2007, UHA

- La rétention de sûreté, Juin 2008, Association nationale des visiteurs de prison (Section Haut-Rhin)
- La peur du crime, journée, Journée d'études *Plus de peur que de mal*, Université de Haute-Alsace, Mulhouse, décembre 2010.
- La responsabilité des experts judiciaires, Colloque *Regards croisés sur l'expertise*, CERDACC, nov. 2007
- Le statut des agents de voyages, Colloque *Tourisme et sécurité*, CERDACC, Mai 2004.

Projet de recherche

- Corps de femmes et violences conjugales. Approches psychologique, historique, juridique et sociologique, projet de recherches MISHA 2017-2018
- Projet de recherche « Activités à risques technologiques et enjeux sociétaux : réflexions sur le régime juridique de la « Responsabilité sociale de l'entreprise » en lien avec la sécurité industrielle », sous la responsabilité scientifique de Philippe Billet et de Blandine Rolland, contrat conclu entre la Fondation pour une Culture de la Sécurité Industrielle (Foncsi), l'Université Jean Moulin Lyon III et le CERDACC, 2012



Diplômes

1997 DOCTORAT DE DROIT PRIVÉ ET SCIENCES CRIMINELLES

*Sujet de thèse : *Le détenu* sous la direction de Madame le professeur C. NEIRINCK (Université des sciences sociales, Toulouse I).

2009 HABILITATION À DIRIGER DES RECHERCHES (Université de Haute Alsace).



Divers

- Violences routière, ERAGE, Mulhouse
- Violences routières, ENM
- Violences conjugales et familiales, Ecole d'avocats, Mulhouse, 24 mars 2011
- Responsabilités